

UN REGARD FRANÇAIS SUR LES FORCES ET LES FAIBLESSES DE L'ASIE

Hubert Vedrine

Un regard français sur les forces et les faiblesses de l'Asie

Il n'est pas aisé de répondre à la question de l'«[S]Observer Research Foundation» qui me demande d'exprimer une vision française sur les forces et les vulnérabilités des sociétés et des états asiatiques, et cela pour plusieurs raisons que je voudrais rappeler au préalable. Il est d'abord évident qu'on ne peut parler de sociétés et d'états asiatiques en général. Il faudrait traiter de ce sujet au cas par cas, pays par pays, et, au moins distinguer entre l'Inde et le sous Continent, le Japon, la Chine, la Corée, l'ASEAN, sans même parler des pays du Pacifique Sud. De plus s'agit-il d'un regard seulement français ou européen? Dans cette partie du monde la France n'a eu de relations fortes et durables, qui remontent à l'époque coloniale qu'avec «l'Indochine». Depuis la Vème République la France a eu des relations fortes avec la Chine (Conseil de sécurité, relations bilatérales, curiosité culturelle réciproque) des relations régulières avec le Japon (G 8) quoique avec une dimension politique faible, des relations clairement insuffisantes avec l'Inde (et à un moment des relations bilatérales fortes avec le Pakistan), des liens diplomatiques restées importants avec le Cambodge, (Conférence de Paris) des relations qui se redéveloppent avec le Vietnam. Si l'on prend les pays d'Europe les uns après les autres, ils ont eu, soit très peu de relations avec les pays d'Asie, ou alors, pour ceux qui ont été des puissances coloniales, des relations avec telle ou telle partie de l'Asie en particulier, exemples la Grande Bretagne avec le sous continent indien, et Hong Kong, les Pays-Bas avec l'Indonésie. Cela forme des liens, et des mémoires historiques éclatées, mais pas une vision d'ensemble de chaque pays européens sur l'Asie et encore mais une vision européenne globale. Ensuite, l'énergie de la France, comme celle des autres pays de l'Union européenne, a été en grande partie consacrée ces dernières années à essayer de résoudre ses problèmes internes: jusqu'à quel point faut-il, et peut-on, réformer la France économiquement et socialement pour l'adapter à la mondialisation et en tirer un meilleur parti? La question européenne a sollicité également l'attention. Sans relâche depuis quinze ans. Après une relance très dynamique à l'époque Mitterrand - Kohl - Delors, de 1984 à 1992, date de la ratification du traité de Maastricht, l'Union européenne a poursuivi un temps sur sa lancée, élargissement à quinze, introduction de l'euro, élargissement à 27, mais finalement le traité constitutionnel n'a pas été ratifié à l'unanimité des 27. Depuis les «non» français et néerlandais, diverses formules sont mises en avant pour relancer la réforme institutionnelle de l'Union européenne mais aucune ne fait l'unanimité. En réalité les européens divergent sur ce que doivent être les frontières de l'Europe (et donc son identité) et son rôle dans le monde, comme sur la répartition définitive des pouvoirs entre l'Union et les états nations. De plus les européens jettent depuis la fin de l'URSS sur le monde un regard vainqueur prosélyte et universaliste. Sans croire, contrairement aux américains, que la force militaire peut tout résoudre, ils sont convaincus du rayonnement irrésistible de leurs valeurs, et de leur devoir de les propager. Ils réfléchissent peu aux résistances rencontrées. Ces raisons additionnées font que l'Europe n'a pas mesuré les évolutions dans le monde ces dernières années avec un réalisme suffisant. La «Communauté Internationale» dont elle se réclame chaque jour est plus une espérance qu'une réalité et le monde multipolaire que souhaitent les français pourrait bien, se réaliser... sans l'Europe, car l'histoire n'est pas finie, elle se poursuit... L'Europe est à la fois trop auto centrée et naïvement universaliste. Il en résulte un certain schématisme dans l'idée que l'on se fait en France et en Europe des forces et des problèmes des sociétés asiatiques. Des spécialistes distingueront certainement entre les pays démocratiques d'Asie (Inde, Japon, Australie) et les autres. Entre des pays qui ont développée depuis longtemps des institutions nationales fortes (Inde, Chine, Japon, Corée) et ceux d'Asie du Sud Est qui n'ont pas encore achevé la construction de leur état nation et connaissent encore des problèmes de frontières et de minorités ethniques. Ils distingueraient encore les degrés de cohésion interne entre les divers pays, les inégalités de développement, etc. , l'intégration plus ou moins forte dans l'économie globale. Ils souligneraient que beaucoup d'états asiatiques sont défaits par les grandes entreprises mondiales, par les mafias, par le crime organisé voire par la piraterie maritime. Ils feraient la part entre les pays où la religion est un facteur d'unité nationale (Birmanie, Cambodge) et ceux où elle est une source de tensions (Sud-Philippines, Sud Thaïlande, Papouasie indonésienne). Et bien sûr rediraient que la Chine, comme l'Inde sont des mondes en soi. Mais ce n'est pas comme cela que la grande opinion française aborde la question. D'abord, elle est impressionnée par l'Asie, par la masse démographique combinée de la Chine et de l'Inde, même si cette addition est peut-être dénuée de sens. Fascinée par l'émergence économique de la Chine et maintenant de l'Inde, par cette croissance à deux chiffres ou presque. Les grandes entreprises françaises, dont les réussites mondiales sont spectaculaires sont irrésistiblement attirées par ces marchés émergents. Elle se demande quel pays, de la Chine ou de l'Inde, ouvre les plus grandes perspectives de croissance rapide associées aux meilleures garanties juridiques, la rapidité et l'efficacité du système chinois, étant à comparer à la stabilité de la démocratie indienne. Elle se demande aussi où la corruption est la moins handicapante. En même temps la France, comme l'Europe, est inquiète face à l'Asie. De loin, elle voit les sociétés asiatiques comme sociologiquement très cohérentes, animées d'une énergie formidable et d'une puissance de travail dont l'Europe est devenue incapable. Beaucoup d'européens, hormis le milieu des grandes entreprises, des grandes banques, et de certaines PME exportatrices, voient dans la globalisation un risque de remise en cause des acquis sociaux et géopolitiques, alors que pour la plupart des asiatiques c'est une chance à saisir. Depuis que les européens ont pris conscience des vrais risques écologiques encourus par l'humanité -climat, pollutions, pénuries- ils voient aussi la croissance asiatique comme un terrifiant accélérateur de la tragédie annoncée, tout en sachant qu'ils ne peuvent contester aux autres peuples le droit à se développer comme ils l'ont fait eux-mêmes. Ils reportent leurs espoirs dans une prise de conscience, des opinions, dans des percées scientifiques et dans une «croissance écologique». Les européens sont quand même conscients des fragilités des pays et des sociétés asiatiques. D'abord la surpopulation qui rend tant de problèmes insolubles. Ensuite la vulnérabilité écologique: à la montée des eaux, aux accidents climatiques, à l'empoisonnement chimique. Ensuite de formidables inégalités sociales, qu'elles soient traditionnelles, structurelles ou aggravées par la mondialisation. L'absence d'unité nationale dans certains pays. A cela s'ajoute divers conflits ou de contentieux classiques, territoriaux, ou ethniques, non réglés, qui pourraient dégénérer ou éclater à nouveau et la compétition prévisible pour le contrôle des énergies fossiles de plus en plus rares. Ni les relations sino-japonaises, ni les relations sino-indiennes, ni les relations sino-vietnamiennes, ni les relations indopakistanaïses ne sont complètement apaisées comme l'ont été les relations franco-allemandes dans les années cinquante, l'essentiel se jouera dans les relations Japon-Inde-Chine. La présence américaine reste importante dans l'Asie de l'est. Elle l'est devenue en Asie centrale, après le 11 septembre. La politique étrangère russe en Asie a retrouvé une certaine énergie si ce n'est une certaine cohérence. Mais il n'existe pas en Asie d'alliance forte et structurante comme l'OTAN, ni d'entité politique nouvelle unificatrice comme l'UE, ni même un cadre général pour la concertation comme l'avait été la CSCE. Le jeu des puissances asiatiques et autres pourrait donc dégénérer pour des raisons classiques, ou énergétique, ou écologiques. Pour toutes ces raisons, vu d'Europe, l'Asie d'aujourd'hui est au total un défi déroutant les européens qui ont fini par faire de leur individualisme la valeur principale observent déconcertés et vaguement ces masses asiatiques ou même l'économie de marché ne paraît dissoudre toutes les structures comme elle le fait en Europe. Fascination et inquiétudes se mêlent. Ce sont largement des stéréotypes, mais des stéréotypes auxquelles une large majorité des populations croit est un fait politique. D'autant que les relations bilatérales entre chaque pays d'Europe et chaque pays d'Asie restent faibles, sauf polémique commerciale. Il y a certes des rencontres entre l'Union européenne et chaque pays d'Asie, entre trois occidentaux et la Chine au sein du Conseil de sécurité, entre six occidentaux et le Japon au sein du G 8; un dialogue global Europe/Asie se développe au sein de l'ASEM; l'Inde a finalement décidé de s'ouvrir, ce qui suscite, quelques années après la Chine, un grand appétit chez les grands chefs d'entreprises français, même si les français connaissent trop peu l'Inde. Diplomatiquement les français se posent de nombreuses questions à propos du sous-continent. Est-ce que les rapports avec le Pakistan resteront sous contrôle et même s'amélioreront ce qui suppose que celui-ci n'implose pas et que les dirigeants des deux pays désamorcent les tensions et créent un mécanisme efficace de régulation bilatérale et de création de confiance. Autre question: la relation Inde-Chine peut-elle être durablement stabilisée? Peut-on imaginer dans la politique chinoise des prochains vingt années des initiatives possibles inacceptables par l'Inde? La nouvelle coopération nucléaire indo-américaine fera-t-elle dévier l'Inde de la ligne qu'elle suit depuis l'Indépendance? Quelle relation l'Inde gardera-t-elle avec la Russie? Au-delà, l'Inde voudra-t-elle dans la perspective de son entrée un jour dans un conseil de sécurité élargi et dans un G 9 / G 10, aller au-delà de sa politique étrangère de référence à quelques grands principes et de voisinage élargi? Veut-elle devenir une puissance globale? Autant de questions que les Indiens, certainement, se posent et auxquelles ils apporteront avec les années une réponse qui comptera dans le monde. En fait toutes les parties du monde sont à la fois bouculées et transformées par la mondialisation. Les divers pays ou régions d'Asie -monde chinois, monde indien, ASEAN, etc... y réagissent diversement mais toutes les dynamiques restent ouvertes. L'essentiel relevant d'une combinaison incertaine Chine - Japon - Inde - Russie - Etats-Unis et peut-être, Europe. En tout cas aucun pays d'Asie ne connaît le problème difficile que rencontrent les occidentaux: devoir admettre qu'ils n'ont plus le monopole de la conduite de l'histoire du monde, même si leur influence demeure immense, que leur prétention prosélyte rencontre ses limites et qu'ils vont devoir s'adapter non seulement socialement, mais aussi géopolitiquement, ce dont ce qui se passe au sein de l'OMC est une préfiguration.



Source: <https://www.hubertvedrine.net>

Homepage > Publications > Un regard français sur les forces et les faiblesses

de l'Asie



22/02/2007